

Le 21 décembre 2020

L'honorable Mary Ng, C.P., députée

Ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des Exportations et du Commerce international

cc:

Mairead Lavery, Présidente et chef de la direction d'EDC

Chrystia Freeland, Ministre des Finances et vice-première ministre

Jonathan Wilkinson, Ministre de l'Environnement et du Changement climatique

Madame la Ministre,

En cette période de crise climatique, la société d'État Exportation et développement Canada (EDC) verse chaque année en moyenne plus de 13 milliards de dollars de soutien aux compagnies pétrolières et gazières¹. En conséquence, le Canada se classe au deuxième rang des pays du G20 en termes de financement public total des combustibles fossiles et au premier rang lorsque ce financement est exprimé par habitant. De 2016 à 2019, EDC a fourni plus de sept fois plus d'appuis financiers à l'industrie pétrolière et gazière qu'aux « technologies propres² ». **Alors qu'EDC réexamine ses cibles en matière de climat, nous tenons à ce qu'il soit clair que l'appui constant qu'il accorde au secteur pétrolier et gazier et le faible soutien qu'il affiche en faveur d'une transition juste vers une économie à zéro émission constituent des obstacles majeurs qui empêchent le Canada de fournir sa juste part d'efforts pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.**

En outre, EDC a donné son appui à des projets pétroliers et gaziers qui violent les droits humains, y compris le droit des communautés autochtones à un consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause. À titre d'exemple, en avril 2020, EDC a approuvé un prêt pouvant atteindre 500 millions de dollars pour le gazoduc Coastal GasLink, en Colombie-Britannique³, malgré l'opposition des chefs héréditaires des cinq clans de la Nation des Wet'suwet'en. De tels projets comportent des risques financiers systémiques et exposent les travailleurs et les communautés aux répercussions associées à un déclin chaotique du secteur pétrolier et gazier⁴.

À l'heure où le monde se prépare à la reprise économique qui suivra la pandémie de COVID-19, il est impératif que les institutions financières publiques agissent de manière décisive pour aligner leurs activités sur les objectifs de l'Accord de Paris. Pourtant, alors que des organisations chefs de file comme le Groupe de la Banque mondiale, la Banque européenne d'investissement et l'organisme suédois de crédit à l'exportation ont pris des mesures pour se départir des investissements qu'ils avaient dans les combustibles fossiles, EDC verse toujours des appuis financiers importants à l'industrie des hydrocarbures, faisant du Canada un cancre environnemental. Il est temps que le gouvernement du Canada intervienne.

¹ Moyenne pour la période 2016-2019 ; les données pour 2019, disponibles depuis peu, ont été ajoutées au calcul initial tiré de Bronwen Tucker et Kate DeAngelis (Oil Change International et Friends of the Earth US), [Still Digging: G20 Governments Continue to Finance the Climate Crisis](#), mai 2020, p. 20.

² Ibid; EDC, « [Les technologies propres à EDC](#) ».

³ EDC, « [Projets de catégorie A bénéficiant d'un appui depuis le 1er novembre 2010](#) ».

⁴ Voir Steven Felt et Carroll Muffett (Centre pour le droit international de l'environnement), [Pandemic Crisis, Systemic Decline](#), avril 2020.

Les 53 organisations soussignées, qui représentent 2 millions personnes, demandent au gouvernement du Canada d'ordonner immédiatement à EDC d'aligner ses activités sur les engagements climatiques du Canada. Il faut pour cela qu'EDC cesse complètement d'appuyer les combustibles fossiles, renforce rapidement le soutien accordé à l'économie verte et aux projets d'énergies renouvelables mis en œuvre dans le respect des droits humains et communique en temps opportun et de manière transparente sur les niveaux de financement et les émissions du portefeuille.

Contexte

EDC a publié sa première politique sur les changements climatiques en 2019. La politique n'engage pas EDC à éliminer progressivement son soutien au secteur pétrolier et gazier ou à réduire les émissions associées à son portefeuille global. Au lieu de cela, la société d'État a fait la modeste promesse de réduire de 15 %, d'ici 2023, la valeur totale des prêts qu'elle accorde aux six secteurs ayant la plus forte intensité de carbone de son portefeuille de prêt, dont l'un est le pétrole et le gaz en amont. La cible est fondée sur un niveau de référence de 22,2 milliards de dollars pour 2018. Si EDC respecte son engagement, cela diminuerait légèrement le montant total pour l'établir à 18,9 milliards de dollars. Les réductions ne proviendraient pas nécessairement du secteur pétrolier et gazier, et la politique laisse à EDC la liberté de maintenir ou d'accroître son soutien à l'exploitation pétrolière et gazière en cours d'exploitation et en aval. Au titre de la politique, EDC est aussi tenue d'intégrer les risques liés au climat dans ses processus d'évaluation des risques, mais il n'y a aucune indication du poids accordé à cet aspect dans le cadre du processus décisionnel d'EDC⁵.

S'il se contente de ces cibles extrêmement modestes et de ces mesures insuffisantes, EDC risque de continuer d'afficher les pires résultats en matière de financement des combustibles fossiles parmi tous les organismes officiels de crédit à l'exportation des pays du G20⁶.

Récemment, à l'occasion de consultations menées avec la société civile, EDC a annoncé qu'il était en train de revoir ses cibles en matière de climat. L'organisme a cependant aussi confirmé son intention de continuer d'appuyer des secteurs à forte intensité de carbone.

Appel en faveur d'une réforme

Reconnaissant que les émissions dues aux combustibles fossiles déjà en production risquent d'entraîner un réchauffement planétaire bien supérieur au seuil de 1,5 °C, les organisations soussignées demandent au gouvernement du Canada de veiller à ce qu'EDC :

- **Reconnaisse les droits des Peuples autochtones**, y compris en faisant en sorte que ses clients respectent la Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples autochtones et le principe associé du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause.
- Poursuive la démarche entreprise avec son retrait des investissements dans le charbon en **cessant immédiatement et complètement de verser des appuis financiers à l'industrie des combustibles fossiles**, tant au niveau des projets que des entreprises, au Canada comme à l'étranger.

⁵ Environmental Defence Canada, Oil Change International et Above Ground, [Le rôle d'Exportation et développement Canada dans le sauvetage du secteur pétrolier et gazier exposé](#), juillet 2020, p. 5.

⁶ Alex Doukas (Oil Change International), « [Export Development Canada's New Climate Targets Miss the Mark](#) », 9 juin 2020.

- Renforce rapidement ses appuis **en faveur de solutions climatiques durables, renouvelables et équitables qui soient respectueuses des droits humains**, y compris, sans s'y limiter, dans les domaines des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique, des piles et du stockage, des interconnecteurs, des technologies des réseaux intelligents, de l'électrification du chauffage et des transports et de l'accessibilité des transports publics.
- **Adopte un plafond d'émissions applicable à l'ensemble du portefeuille qui soit compatible avec des stratégies crédibles visant à respecter l'objectif de 1,5 °C.** Cela doit inclure les émissions des champs d'application 1, 2 et 3.
- **Communique en temps opportun et de manière transparente** sur toutes les transactions, en précisant le type et le montant exact de chacune ainsi que le secteur concerné et les émissions générées les activités soutenues par EDC sur l'ensemble de leur cycle de vie. La société d'État doit par ailleurs indiquer clairement quels projets sont classés dans la catégorie « technologies propres » et pourquoi.
- **Respecte les six Principes d'une relance juste** dans toutes ces activités. Ce cadre vise à éliminer les inégalités économiques, de genre, raciales et sociales et à nous guider vers une société qui donne la priorité à la résilience et au bien-être pour tous.

Cette décennie doit marquer un tournant décisif, le moment où le monde infléchit la courbe, évite les catastrophes imminentes en matière de climat et de biodiversité et choisit plutôt d'entreprendre la transformation économique la plus rapide de l'histoire. Les institutions financières doivent aligner leurs activités sur les objectifs de l'Accord de Paris et se départir des investissements à forte intensité de carbone. Les acteurs publics comme EDC doivent montrer la voie.

Sincèrement,

Above Ground
 Environmental Defence
 Oil Change International
 Oxfam Canada
 Équiterre
 Climate Action Network - Réseau action climat Canada
 Greenpeace Canada
 350.org
 Leadnow
 David Suzuki Foundation
 Council of Canadians
 Amnesty International Canada
 Amnistie internationale Canada
 Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)
 Canadian Centre for Policy Alternatives
 Canadian Environmental Law Association
 Canadian Association of Nurses for the Environment (CANE)
 Shift: Action for Pension Wealth & Planet Health
 Alliance for Empowering Rural Communities
 Clean Air Partnership

VedvarendeEnergi
Wildsight
Foundation for Resilient Health
BC Climate Alliance
Dogwood
The Climate Reality Project Canada / Le Projet de la réalité climatique Canada
Citizens for Public Justice
Action Environnement Basses-Laurentides (AEBL)
West Kootenay EcoSociety
RAVEN (Respecting Aboriginal Values and Environmental Needs)
Georgia Strait Alliance
Friends of the Earth Canada
Sustainabiliteens
ClimateFast
Environnement Vert Plus
Green 13
GASP (Grand(m)others Act to Save the Planet
Regroupement Vigilance Hydrocarbures Québec (RVHQ)
Canadian Voice of Women for Peace
Vegans & Vegetarians of Alberta
Canadian Engaged Buddhism Association
SFOC(Solutions for Our Climate)
Global Peace Alliance BC Society
Green Majority Radio
Just Earth
Creating Healthy and Sustainable Environments (CHASE)
Projet Accompagnement Québec-Guatemala
Coalition climat Montréal
GegenStroemung - CounterCurrent
Friends of the Earth United States
Friends of the Earth Japan
Jubilee Australia Research Centre
Both ENDS